

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE LA POLITIQUE DE LA REGLEMENTATION**

Renforcer la coopération internationale en matière de réglementation : sa contribution à une croissance durable

4e réunion du Comité de la politique de la réglementation

13-14 avril 2011

Centre de conférences de l'OCDE, Paris

Ce document exploratoire est soumis aux délégués pour examen au cours de la table ronde consacrée aux questions stratégiques. Des commentaires écrits peuvent être soumis jusqu'au 29 avril. Le Programme de travail attribue à ce thème une priorité élevée.

Les délégués doivent déterminer quels sont les principales questions à examiner et les objectifs à définir afin que le Secrétariat puisse proposer un plan de travail assorti d'une méthodologie adaptée, dans l'optique d'aboutir au résultat final l'année prochaine.

M. Anthony Kleitz, consultant et conseiller à la retraite auprès de TAD, dont l'expérience des programmes de réforme de la réglementation à l'OCDE est considérable, a préparé ce document et participera à l'élaboration de sa version finale et à l'établissement d'un programme de travail d'ici fin mai.

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec M. Josef Konvitz
(josef.konvitz@oecd.org ; +33 (0)1 45 24 97 47).

JT03300059

Ta. 101778

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Introduction : Faire progresser la coopération réglementaire internationale à l'OCDE

1. Le nouveau programme 2010-2012 du Comité de la politique de la réglementation prend acte de l'importance d'une « coopération réglementaire internationale visant un monde en réseau et des marchés mondiaux ». Ce thème est à la base d'un « projet prospectif » prévu au PTB du Comité pour 2011-2012 couvrant un ensemble de questions liées à une réglementation efficace et à la gestion des mouvements et transactions transfrontières [voir GOV/RPC(2010)9/REV1]. Le sujet a été examiné lors d'une session spéciale à la première Conférence de l'OCDE sur la politique de la réglementation tenue les 28 et 29 octobre 2010.

2. Si le Comité de la politique de la réglementation est de création récente à l'OCDE, la question de la coopération internationale en matière de réglementation n'est pas nouvelle. Du fait de sa pluridisciplinarité – tous les aspects de la politique économique et sociale y sont traités – l'Organisation joue depuis longtemps un rôle de tribune internationale qui permet de débattre des problèmes, de combler des lacunes et de compléter les travaux menés à l'échelle internationale pour améliorer la coordination des politiques réglementaires entre les gouvernements des différents pays :

- Un examen de fond de la coopération réglementaire internationale avait été proposé dans la publication de l'OCDE de 1995 intitulée *Coopération en matière de réglementation dans un monde interdépendant*, où étaient rassemblés les documents examinés lors d'un symposium tenu en octobre 1993.
- Un Forum mondial de l'OCDE portant sur des questions de réglementation et le Programme de Doha pour le développement a eu lieu en mars 2003 à Genève. Ce Forum a mis en présence des négociateurs commerciaux de pays membres et non membres de l'OCDE ainsi que des régulateurs nationaux qui ont examiné les liens entre les questions commerciales et les questions réglementaires dans le contexte de l'évolution prospective de la libéralisation des échanges.
- Plus récemment, l'attention s'est portée sur la mise au point de principes concernant la réforme de la réglementation ainsi que la qualité et la performance de la réglementation. En particulier, la Liste de référence commune APEC/OCDE sur la réforme de la réglementation (2005) reconnaissait l'importance de la coordination réglementaire à tous les niveaux d'administration, y compris au niveau supranational, et notamment pour les questions relatives à l'ouverture des marchés, où l'harmonisation des normes et la reconnaissance de l'équivalence peuvent être sources de bienfaits sur le plan économique.

3. Depuis la conférence de 1993, le thème général de la coopération réglementaire internationale n'a pas guère suscité d'attention à l'OCDE dans un cadre concerté ; ce type de coopération a toutefois fait l'objet d'échanges de vues et a été développé au sein de l'Organisation à un niveau plus spécialisé sur toute une palette de sujets. Dans certains cas, le centre névralgique de la coopération n'était pas l'OCDE, mais se situait dans d'autres enceintes bilatérales, plurilatérales ou multilatérales. Le rôle de l'OCDE se cantonnait le plus souvent à celui d'espace de discussion, de consultation, et de confrontation des expériences et des idées. Néanmoins, dans quelques cas notables, l'OCDE a déployé des efforts qui ont permis l'élaboration de lignes directrices ou d'accords sur des réglementations ou des procédures devant être suivis par les parties à ces lignes directrices ou accords, lesquelles ne se limitaient pas aux membres de l'Organisation. Il a pu s'agir de différents types d'accords de coopération visant à améliorer la cohérence des réglementations et des procédures concernant les relations économiques internationales, ou à en assurer ou en favoriser l'équivalence. Si divers que soient les motivations et les résultats de ces efforts, l'expérience qu'ils ont permis d'accumuler et les indications valables qui en ont été dégagées peuvent être mises au

service d'approches plus générales. L'annexe présente brièvement quelques exemples, qui pour la plupart ne relèvent pas du secteur financier.

4. La typologie des questions qui ont fait l'objet d'efforts fructueux en matière de coopération réglementaire internationale dans le passé est riche d'enseignements. On peut en déduire que les approches ayant réussi pourrait être utilisées dans l'avenir pour ce même type de questions, ou qu'elles pourraient être généralisées. Les exemples d'initiatives couronnées de succès semblent être associés plus particulièrement avec :

- les questions techniques, qui font intervenir des experts (ex. : essais de produits chimiques) ;
- les questions pour lesquelles l'incitation à coopérer est forte (ex. : motivation commerciale ou économique incontestable).

5. Il y a également d'autres aspects caractéristiques de la coopération qui ont trouvé leur concrétisation pour l'essentiel ailleurs qu'à l'OCDE. Il peut cependant être utile d'examiner comment combler les lacunes d'une telle approche ciblée sur des thèmes. Existe-t-il des moyens efficaces de progresser à un niveau plus général, c'est-à-dire en élaborant un cadre de principes et procédures grâce auquel la coopération internationale sur les questions de réglementation serait plus systématiquement envisagée ? Résumant les principaux éléments dans la présentation des points relatifs à la coopération réglementaire internationale, cette question parmi d'autres sera posée aux sections 1 et 2, pour éventuel examen par le Comité.

1. Pourquoi la coopération réglementaire internationale est-elle nécessaire et quels en sont les avantages ?

6. La crise économique qui a débuté en 2008 a violemment attiré l'attention sur l'importance de la coopération internationale en matière de réglementation. Les carences des réglementations nationales et de la coordination de l'action publique entre les pays ont été considérées comme à l'origine de la crise. La vive réaction qu'a suscitée la crise s'est traduite par la création du G20 et les efforts concertés déployés dans ce cadre, aux côtés d'autres instances internationales de réglementation financière, afin d'engager une action collective solide pour mettre en place les conditions propres à éviter que se reproduisent de tels problèmes.

7. La nécessité de la coopération internationale autour des questions de réglementation n'est pas née d'hier et ne se limite pas à la réglementation financière. Le demi-siècle qui vient de s'écouler a vu progressivement se dessiner une économie mondialisée et ouverte qui a tissé de très étroits liens d'interdépendance entre les économies nationales. L'économie mondialisée d'aujourd'hui se caractérise par des flux internationaux d'échanges et de capitaux massifs, représentatifs des modèles prévalant dans les principales économies, en l'espèce une innovation technologique rapide, une ouverture des marchés résultant d'accords et de mesures de libéralisation des échanges et de l'investissement, et la fragmentation de la production en chaînes de valeur mondiales. Il résulte de cette fragmentation que, pour des raisons d'efficacité, différents segments du processus de production sont menés à bien dans des lieux différents, avec pour conséquence que plus de la moitié du total des échanges porte aujourd'hui sur des biens et services « intermédiaires ». Dans notre économie mondialisée, les services jouent un rôle extrêmement important pour la compétitivité des produits finaux. Il est donc logique de chercher en priorité à réduire autant que possible les obstacles aux échanges de services – obstacles qui proviennent essentiellement des réglementations nationales.

8. Par ce biais, mais pas uniquement, la mondialisation a amplifié les difficultés en matière de réglementation auxquelles sont confrontés les gouvernements dans leurs relations avec les autres pays. Il est admis depuis longtemps que les décisions réglementaires relèvent essentiellement de la souveraineté

nationale, ce qui permet de respecter les caractéristiques géographiques et culturelles de chaque nation et les choix qui leur sont propres. Toutefois, lorsque les politiques adoptées dans un pays ont de plus en plus de répercussions extra-territoriales, ou s'écartent sensiblement des politiques suivies par un autre pays, il peut advenir que certains objectifs des politiques nationales ne puissent que très difficilement être atteints sans que soit dûment pris en compte le contexte international.

9. Ce risque de conflits n'est pas toujours évident, car dans la pratique certains objectifs réglementaires peuvent sembler peu différents d'un pays à l'autre (on pourrait penser par exemple aux objectifs généraux de santé publique, de sécurité et d'environnement). Or, même des différences apparemment minimales dans les objectifs prioritaires nationaux et dans les méthodes et les moyens mis en œuvre pour les atteindre peuvent conduire à des résultats incompatibles et à des conflits. De nombreux différends commerciaux peuvent être cités, par exemple la fameuse « guerre du poulet » entre l'UE et les États-Unis.

10. En revanche, les objectifs sont parfois explicitement ou implicitement très différents, par exemple lorsqu'un gouvernement se sert de la réglementation comme d'une arme stratégique pour favoriser son économie dans la concurrence internationale, par exemple en prenant des mesures qui encouragent résolument l'utilisation internationale de technologies ou de normes nationales. En général, seules les grandes économies sont en mesure d'imposer leurs normes, et les gouvernements admettront rarement cet usage délibéré de la politique réglementaire nationale, mais les soupçons n'en sont pas moins là. Du point de vue de la communauté internationale, les effets qui restreignent la concurrence sont dans la pratique acceptables à court terme, bien qu'ils empêchent la concurrence technologique et réglementaire au profit de certains pays. Les conflits qui peuvent en résulter pourraient souvent être atténués par le renforcement de la coopération réglementaire internationale. Il paraît évident que l'économie mondiale gagnerait beaucoup à un juste équilibre des tendances interdépendantes à la concurrence et à la coopération réglementaires.

11. Dans ce contexte économique et social très évolutif, l'un des principaux objectifs des gouvernements est d'**exploiter au mieux les avantages de la mondialisation** pour les populations nationales, notamment en veillant à la compétitivité mondiale des producteurs nationaux. L'un des principaux moyens d'y parvenir sera de réduire encore le coût des opérations transnationales (concernant par exemple la circulation des marchandises, des services et des personnes) afin d'égaliser les conditions de la concurrence internationale. Les négociations commerciales, par exemple le Programme de Doha pour le développement dans le cadre de l'OMC, peuvent contribuer grandement à cette réduction ; cependant, pour assurer la réduction des coûts de transaction, il faudra une coopération réglementaire plus ambitieuse des pays voisins, notamment pour favoriser la diffusion de la technologie, réduire les obstacles au commerce et à l'investissement, et faire face aux risques systémiques.

12. Les avantages recherchés peuvent être particulièrement importants pour les petites et moyennes entreprises (**PME**), qui souvent n'ont pas bénéficié des courants antérieurs de libéralisation autant que les grandes entreprises. Les PME passent pour contribuer grandement à la croissance de l'emploi et elles présentent souvent un fort potentiel de croissance économique lorsqu'elles sont étroitement liées aux chaînes de production mondiales.

13. En même temps, **la réalisation des objectifs nationaux de réglementation** (qui souvent sont centrés sur la situation nationale dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'environnement) se complique à mesure que les frontières s'ouvrent à la circulation des marchandises, des services et des personnes. L'environnement naturel et la santé publique d'un pays peuvent être gravement affectés par les politiques appliquées dans les pays voisins, du fait par exemple de l'inadaptation des mesures qu'ils prennent contre la pollution industrielle ou les maladies infectieuses, ou pour la sécurité des produits, comme dans le secteur des jouets. Là encore, pour résoudre ces problèmes, il faut en général coopérer avec

les autres gouvernements. Faute de confrontation aux idées et stratégies des autorités réglementaires des autres pays, la réglementation et les pratiques nationales peuvent se scléroser et perdre en efficacité. En acceptant un effort de transparence internationale et de mobilisation des parties prenantes, les autorités réglementaires peuvent se trouver mieux armées pour contribuer à la maîtrise des risques transnationaux, dont certains seront nouveaux ou plus fortement ressentis eu égard à la situation.

14. En résumé, et selon la question considérée, les stratégies suivies et leur mise en œuvre, la coopération internationale peut apporter d'**importants avantages** par des gains d'efficacité économique et des progrès dans la réalisation des objectifs non économiques (par exemple la protection de l'environnement et des consommateurs ou la lutte contre la délinquance). Parmi ces avantages, on peut citer aussi l'efficacité accrue des relations administratives avec les autres pays, par exemple au moyen de la simplification et de l'harmonisation des pratiques administratives. Ces gains peuvent être concrets et mesurables, ou moins directs, découlant par exemple d'une meilleure compréhension de l'interaction complexe des multiples objectifs de l'action publique, ce qui peut faciliter la prise de décision et la coordination nationales.

Questions à examiner :

- *Le Comité convient-il de l'étendue des avantages que l'on pourrait aujourd'hui tirer du renforcement de la coopération réglementaire internationale ?*
- *Dans l'affirmative, pourquoi n'en a-t-on pas fait plus pour combler les lacunes évoquées ?*
- *Certaines lacunes ne se sont-elles manifestées que récemment ?*

2. La difficulté de réussir la coopération

15. Malgré les avantages que l'on peut en attendre, la voie de la coopération réglementaire internationale est semée d'embûches. Les efforts internationaux visant à fixer ou harmoniser les normes, par exemple à l'OMC, l'ISO ou d'autres organismes internationaux, ou au niveau régional ou bilatéral, ont déçu par leur lenteur et n'ont pas toujours suscité l'adhésion que l'on espérait. Comme indiqué plus haut, la plupart des exemples de réussite en matière de coopération ont jusqu'à présent, dans le cadre de l'OCDE, résulté d'initiatives pratiques qui suivent des « lignes de moindre résistance », sans s'attacher spécialement à observer des principes généraux de réglementation ou de gouvernance, et souvent sans savoir très bien au départ quels seraient les résultats. Ces résultats ont été obtenus pragmatiquement, dans des domaines assez précis (donc limités). La portée de la coopération internationale dans le domaine de la politique et de la pratique réglementaires n'en paraît pas moins générale.

16. Pour étudier l'opportunité et les moyens de développer la coopération réglementaire internationale, on pourrait commencer par cerner les domaines généraux où des lacunes se font sentir en matière de réglementation et de coopération réglementaire. Ainsi, les principales difficultés constatées aujourd'hui tiennent aux domaines suivants :

- **Les disparités internationales des réglementations et des pratiques réglementaires nationales**, qui peuvent s'avérer discriminatoires à l'encontre des autres pays et de leurs produits ou ressortissants. À ces disparités peuvent s'ajouter celles qui tiennent aux régimes juridiques ou aux traditions. La concurrence des entreprises privées et publiques a récemment fait l'objet d'une attention particulière, car la mixité du régime de propriété, national et international, a soulevé la question de la « neutralité concurrentielle ». Cette question a pris de l'importance du fait de la déréglementation en cours dans de nombreux pays, ainsi que de l'essor international des économies émergentes, où subsistent de nombreuses grandes entreprises publiques. Dans le même ordre d'idées, l'intervention d'organismes privés dans les activités nationales de normalisation varie selon les pays.

Autant de facteurs qui compliquent les efforts visant à surmonter les disparités réglementaires ;

- **L'évaluation et la gestion des risques transnationaux** (par exemple pour la santé, la sécurité ou l'environnement), que les différents pays peuvent rarement assumer tout seuls ;
- **L'évaluation et la réglementation des activités transnationales** (qui, par exemple, entraînent la circulation de marchandises, de services, de personnes, de capitaux, de savoir-faire, etc.) auxquelles les autorités nationales peuvent juger difficile, inefficace ou litigieux d'appliquer les règles intérieures (par exemple la réglementation applicable aux professions libérales ou l'évaluation du comportement concurrentiel des entreprises) ;
- **Le manque de transparence et de prévisibilité.** En règle générale, l'incertitude décourage les activités économiques et réduit l'appétit de concurrence.

17. Compte tenu de ces carences, qui ouvrent des risques de malentendu, de conflit d'intérêts et d'inefficience, il sera utile de faire le point des différentes **stratégies de coopération réglementaire internationale appliquées à des situations précises**, en particulier de celles qui semblent avoir le mieux réussi.

18. Même si l'OCDE n'est pas nécessairement un microcosme du monde, il peut être utile à ce stade de limiter l'examen aux travaux de l'OCDE, antérieurs et en cours, pour lesquels on peut faire référence aux exemples qui figurent en annexe. Ces travaux montrent que les stratégies de coopération internationale peuvent être menées plus ou moins intensément et sous diverses conditions d'organisation, suivant différents modes opératoires ou des accords passés entre l'autorité publique, des organisations non gouvernementales ou des organismes privés. Les modes opératoires peuvent passer par toute la gamme des formules qui vont du droit indicatif au droit contraignant et porter sur un large éventail de solutions particulières qui parfois se chevauchent. La coopération institutionnalisée peut s'imposer dans le cadre des accords qui prévoient des dispositions juridiquement contraignantes, en général au niveau intergouvernemental, où les efforts régionaux ou bilatéraux se sont souvent avérés les plus fructueux. Des accords contraignants ont parfois aussi été conclus entre des organismes privés et des organisations non gouvernementales (par exemple sur l'homologation de normes).

- **Droit indicatif** : échanges d'informations ou concertation sur la réglementation, les règles et la pratique réglementaires et la mise en œuvre de la réglementation ; examens par pays (comme pour la lutte contre la corruption) ; tables rondes régionales comme sur le gouvernement d'entreprise) ou « dialogues sur les politiques à suivre » ; participation à la définition de normes facultatives ; analyse comparative ou examens collégiaux ; reconnaissance d'équivalence ou reconnaissance mutuelle ; harmonisation de la réglementation ou des pratiques, etc. ;
- **Droit contraignant** : accords sur la convergence réglementaire, notamment la reconnaissance d'équivalence ou la reconnaissance mutuelle des normes ou des essais et de la conformité ; accords sur les méthodes de mise en œuvre, éventuellement avec contrôle international.

19. On peut aussi mentionner une stratégie peu mise en valeur à l'OCDE, mais qui peut présenter des perspectives intéressantes pour l'avenir, à savoir les **mécanismes d'alerte avancée** que partagent les autorités réglementaires pour anticiper des difficultés précises avant que ne surviennent de graves désaccords, en particulier les difficultés qui comportent des risques transnationaux ou systémiques. Les mécanismes d'alerte avancée permettraient de trouver très tôt des voies de coopération. Selon leur organisation, ces mécanismes peuvent présenter des caractéristiques de droit indicatif ou de droit contraignant.

Questions à examiner :

- *Comment déterminer quelles sont la ou les stratégies de coopération réglementaire internationale les plus utiles ou les plus efficaces pour résoudre les problèmes qui peuvent se poser dans telle ou telle situation ? Serait-il utile de se mettre d'accord sur des recommandations ou des principes directeurs à cet égard, ou faut-il que les décisions relatives aux stratégies de coopération restent le résultat d'une évaluation propre à chaque situation ou effectuée sur le terrain ?*
- *Si l'on préfère en général une stratégie propre à la situation ou définie sur le terrain, un accord peut-il se faire sur certains **modes opératoires pour assurer la transparence et le traitement non discriminatoire** des parties prenantes ?*
- *Serait-il souhaitable ou pratiquement possible d'envisager un ensemble cohérent de **recommandations ou de principes directeurs internationaux** qui pourrait encourager une étude plus systématique des conséquences internationales de la réglementation et des moyens d'éviter le risque de conflits par la coopération internationale ? Ce cadre pourrait-il être examiné et adopté au niveau international pour définir une stratégie commune et réduire l'incertitude ? Pourrait-il être élaboré en vue de permettre de répondre très en amont aux problèmes réglementaires (alerte avancée), et de donner ainsi le temps de procéder à des adaptations plus en douceur ?*

20. S'il y a accord sur l'opportunité de disposer d'un cadre qui contribue à l'organisation d'une coopération réglementaire internationale plus systématique, on pourrait réfléchir sur les **conditions dont il faut tenir compte au départ** pour assurer l'assise d'un examen des répercussions internationales des réglementations nationales. Il s'agirait notamment de :

- a. Définir la **dimension** de la coopération envisagée (internationale, régionale, plurilatérale, bilatérale ; nationale interministérielle ; territoriale) ainsi que **les questions et les objectifs à traiter**, par exemple le dialogue renforcé ; l'échange d'informations ; la convergence des stratégies à suivre pour la normalisation ou la pratique réglementaire, par exemple la concertation, l'analyse d'impact de la réglementation, etc. ; et la mise en œuvre des mesures et des stratégies concertées de convergence.
- b. Déterminer dans quelle mesure l'**harmonisation ou la coordination des réglementations, des normes ou des pratiques** sont nécessaires ou souhaitables dans les situations à étudier. Les gouvernements restent attachés au principe de la souveraineté réglementaire et, en règle générale, ne voudront pas la compromettre, sauf s'ils voient un intérêt certain à le faire au moyen de la coordination avec les autres autorités. Même l'application de règles rarement contestées peut être sensible, par exemple lorsque la transparence à l'égard de toutes les parties prenantes est étendue aux intervenants étrangers. De même, les gouvernements pourront se montrer peu désireux d'accepter la convergence lorsque certains pays donnent un rôle important aux organismes du secteur privé ou aux organisations non gouvernementales, par exemple en matière de normalisation. Dans ce contexte, il importera de réfléchir aux moyens d'encourager la convergence, tout en maintenant des objectifs réglementaires ambitieux et en **évitant de se contenter du plus petit dénominateur commun**.
- c. Veiller à la **transparence et au caractère non discriminatoire de modes opératoires** qui tiennent compte de toutes les parties prenantes, par exemple :
 - l'analyse d'impact de la réglementation ;

- la concertation, notamment par voie électronique ; la notification des résultats de la concertation ;
- des mécanismes mobilisateurs pour assurer l'application des règles et décisions au niveau international, notamment la possibilité de contester les décisions réglementaires ; des examens collégiaux ; l'évaluation du degré souhaitable et prévisible d'application aux différents niveaux d'administration, notamment international, régional, national, territorial ; le renforcement des moyens d'action des administrations.

Questions à examiner : Faut-il tenir compte d'autres aspects ou questions dans la réflexion sur l'éventualité d'un ensemble cohérent de principes ou de lignes directrices pour la coopération réglementaire internationale ?

3. Suite des travaux : approfondir l'analyse et l'examen de la coopération réglementaire internationale au CPR

21. La coopération réglementaire internationale se rattache au premier thème retenu pour les travaux du CPR en application du PTB 2011-12, *Fondements réglementaires pour une croissance durable*. La suite des travaux dans ce domaine est censée répondre aux objectifs prioritaires du Comité, ainsi qu'à ceux des autorités participantes, et servir l'intérêt des autres comités de l'OCDE, ainsi qu'éventuellement leurs buts. À cet égard, il importera de concevoir un plan de travail qui tienne compte d'une série de travaux de l'OCDE antérieurs et en cours où il est question de la coopération réglementaire internationale et dont on peut tirer des enseignements et orientations pour promouvoir une stratégie d'ensemble plus systématique. L'expérience acquise pourrait, semble-t-il, se dégager d'un examen approfondi de certains exemples résumés en annexe au présent document. L'objectif général du projet pourrait être de produire les **éléments d'un ensemble cohérent de principes ou de lignes directrices** visant à renforcer la coopération réglementaire internationale.

22. Compte tenu de la portée très générale du thème de la coopération réglementaire internationale et des travaux (le plus souvent sectoriels) déjà réalisés, le Comité voudra sans doute limiter son axe de travail à plusieurs domaines où ses débats et contributions peuvent être les plus utiles dans une perspective à relativement court terme. Le Secrétariat propose que dans ce domaine le programme de travail produise des analyses sur les quatre volets suivants :

1. **Les méthodes** visant à renforcer la coopération réglementaire internationale : l'analyse adoptée viserait à mieux connaître la nécessité de cette coopération et à jeter les bases d'un renforcement efficace de la coopération, en particulier par la convergence et une mise en œuvre plus cohérente. Au nombre des types de méthodes à étudier, pourraient figurer :
 - L'échange d'informations sur la réglementation et les modalités du changement ;
 - La concertation nationale / internationale avec les parties prenantes ;
 - L'analyse d'impact de la réglementation ;
 - Les garanties de procédure : droit des parties prenantes à contester les décisions réglementaires ;
 - L'évaluation et la gestion des risques transnationaux ;
 - Les examens par pays / par les pairs.

2. **La convergence réglementaire** : dans quelle mesure peut-on ou doit-on l'envisager et comment l'encourager et la réaliser ? Mention particulière pourrait être faite de l'expérience internationale acquise dans le domaine du commerce.
 - l'harmonisation ; l'acceptation mutuelle de l'équivalence des règles de procédure ou des normes ; la coordination ;
 - Comment imposer des normes et pratiques ambitieuses, et éviter de se contenter du plus petit dénominateur commun ?
 - Les stratégies régionales et bilatérales : enseignements possibles.
3. **La mise en œuvre** des réglementations et pratiques nationales et internationales : comment rendre la mise en œuvre plus transparente et moins arbitraire, afin d'assurer la sécurité et la confiance, et de protéger les intérêts de toutes les parties prenantes ;
 - Les pratiques nationales et internationales de mise en œuvre de la réglementation, notamment la transposition des normes et réglementations internationales, pour résoudre les problèmes qui se posent et pour favoriser la prévisibilité ;
 - Les pratiques nationales et internationales permettant d'établir et de diffuser des informations sur les bonnes pratiques ;
 - Quelle a été l'utilité pratique des principes de l'OCDE pour la qualité de la réglementation ? Peut-on les rendre plus utiles encore et en élargir l'application ?
 - Le renforcement des capacités des administrations pour assurer l'examen des répercussions internationales de la réglementation lors de la conception et de la mise en œuvre des réglementations nationales.
4. **L'économie politique** de la coopération réglementaire internationale : comment persuader les principaux acteurs de participer à cette coopération, au lieu de se retirer pour profiter de l'avantage concurrentiel ou servir des intérêts politiques intérieurs à court terme ? Comment sensibiliser plus encore les gouvernements aux avantages de la coopération ?

Questions à examiner :

- *Le Comité convient-il que son analyse et l'examen de la coopération réglementaire internationale pourraient très utilement se concentrer sur les quatre domaines définis plus haut ?*
- *À quelles questions accorder une priorité particulière, dans quel ordre les traiter, et quel résultat rechercher ?*

ANNEXE

EXEMPLES DE TRAVAUX MENÉS À L'OCDE DANS LE DOMAINE DE LA COOPÉRATION RÉGLEMENTAIRE INTERNATIONALE

23. Cette annexe expose une sélection d'activités menées à l'OCDE qui touchent à la coopération réglementaire internationale. Elles sont regroupées en quatre catégories de coopération : A. Élaboration et application de normes et pratiques internationales ; B. Lignes directrices et recommandations de bonne pratique ; C. Examens par les pairs et construction d'indicateurs pour évaluer les performances ; et D. Coordination et mise en place d'approches communes.

A. Élaboration et application de normes et pratiques internationales

24. Selon les cas, ces normes sont élaborées et appliquées par les pays de l'OCDE ainsi que par certains pays non membres.

Acceptation mutuelle des données

25. Les Actes du Conseil de l'OCDE relatifs à l'acceptation mutuelle des données pour l'évaluation des produits chimiques sont des accords internationaux mis en œuvre depuis 1981 pour définir des politiques et des instruments destinés aux autorités publiques et au secteur productif qui doivent vérifier la sécurité des produits chimiques. Les parties à ces accords doivent accepter les données des essais de sécurité réalisés dans les autres pays qui appliquent les lignes directrices de l'OCDE et suivre les principes de l'OCDE relatifs aux bonnes pratiques de laboratoire. L'application de politiques et d'instruments harmonisés permet de réduire au minimum les obstacles non tarifaires aux échanges et d'éviter la répétition des essais, ce qui fait gagner du temps et de l'argent aux autorités publiques et au secteur productif. La réussite de ce programme montre bien l'avantage d'une recherche progressive du consensus, de transparence, de flexibilité et d'une démarche ascendante conduite par des experts techniques, par rapport à des cibles et programmes fixes.

Lignes directrices de l'OCDE pour les essais de produits chimiques

26. Les lignes directrices de l'OCDE pour les essais de produits chimiques réunissent les méthodes d'essai les plus pertinentes, approuvées par la communauté internationale et utilisées par les autorités publiques, le secteur productif et les laboratoires indépendants pour établir l'innocuité des produits et préparations chimiques, notamment les pesticides et les produits chimiques industriels. Elles comprennent les essais relatifs aux propriétés physico-chimiques des produits, à leurs effets sur la santé humaine, sur l'environnement, à leur dégradation et leur accumulation dans l'environnement.

Principes de l'OCDE relatifs aux bonnes pratiques de laboratoire

27. L'objectif premier des Principes de l'OCDE relatifs aux bonnes pratiques de laboratoire (BPL) est d'assurer la production de données expérimentales fiables et de qualité sur la sécurité des substances et préparations chimiques industrielles dans le cadre de l'harmonisation des méthodes d'essai pour l'acceptation mutuelle des données.

Investissement

28. L'OCDE participe depuis longtemps aux efforts qui visent à élaborer des règles internationales relatives aux mouvements de capitaux et à l'investissement international. Les pays qui adhèrent aux instruments de l'OCDE se sont engagés à appliquer aux investisseurs un traitement transparent et non discriminatoire. Ces instruments ont été régulièrement révisés et renforcés au fil des ans pour qu'ils restent à jour et conservent leur efficacité.

- Le **Code de libération des mouvements de capitaux** et le **Code de libération des opérations invisibles courantes** sont des règles juridiquement contraignantes qui prévoient une libération progressive et non discriminatoire des mouvements de capitaux, du droit d'établissement et des opérations invisibles courantes (essentiellement les services). Ces codes sont mis en œuvre à l'aide d'examen des politiques suivies et d'examen par pays, en tablant sur « la pression des pairs » pour faire prévaloir la libération unilatérale sur une libération négociée.
- La **Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales** de 1976 est un engagement des autorités pour un climat plus favorable à l'investissement, une contribution accrue des entreprises multinationales au progrès économique et social, ainsi qu'une réduction et une solution des difficultés qui peuvent résulter de leurs activités. Elle aussi est périodiquement mise à jour.

Convention sur la lutte contre la corruption

29. La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption définit des normes juridiquement contraignantes pour faire tomber sous le coup du droit pénal la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et prévoit des mesures pour en assurer l'efficacité. Cette convention met en place dans le cadre de l'OCDE un mécanisme de suivi sans limitation de durée entraîné par la pression des pairs qui permet de s'assurer que les pays prennent toutes les dispositions utiles pour répondre à leurs obligations conventionnelles internationales.

Certification des semences destinées au commerce international, tracteurs, matériels forestiers, fruits et légumes

30. L'OCDE est la principale référence pour la certification et la normalisation de certains produits et intrants agricoles. Les travaux menés dans ce domaine visent à établir des règles internationales d'application facultative concernant l'identification variétale des semences, la classification des matériels forestiers de reproduction, les normes et procédures de contrôle de la qualité des fruits et légumes, et l'évaluation des performances et de la sécurité des tracteurs. Les filières correspondantes appliquent ces règles. Les dispositifs varient selon les pays, du contrôle direct de l'application aux simples procédures d'agrément.

B. Lignes directrices et recommandations de bonne pratique

31. Dans divers domaines, l'OCDE a élaboré des lignes directrices ou des recommandations de bonne pratique. Leur application est considérée comme facultative, mais peut faire l'objet d'examens collégiaux ou d'échanges de vues sans formalisme (voir la catégorie suivante). De plus, l'élaboration d'indicateurs et de points de référence doit permettre de procéder à des comparaisons internationales et de proposer des moyens de renforcer la coordination internationale ainsi que des mesures de rationalisation.

Principes de gouvernement d'entreprise

32. Les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE donnent des recommandations de bonne pratique sur un large éventail de questions concernant le gouvernement d'entreprise. Ils servent dans le monde entier de référence pour définir des normes. Des tables rondes et programmes régionaux permettent le dialogue avec les économies non membres.

Principes directeurs de l'OCDE pour la qualité et la performance de la réglementation

33. Sur la base des recommandations pratiques pour la réforme réglementaire, approuvées par les ministres en 1997, ces principes donnent aux gouvernements des orientations pour renforcer les politiques et les instruments réglementaires, élargir l'ouverture des marchés et la concurrence et réduire les charges réglementaires.

C. Examens par les pairs et construction d'indicateurs pour évaluer les performances

Examen des performances environnementales

34. Le Programme d'examens des performances environnementales de l'OCDE (EPE) apporte des évaluations indépendantes du progrès des pays dans la réalisation de leurs engagements nationaux et internationaux de politique de l'environnement.

Indicateurs, valorisation et évaluation de la biodiversité

35. Les travaux de l'OCDE dans ce domaine évaluent les meilleures pratiques en matière d'élaboration et d'utilisation d'indicateurs et de valorisation de la biodiversité pour la formulation des politiques, et proposent régulièrement une analyse économique et environnementale de l'évolution et des perspectives de la biodiversité, notamment la simulation des coûts et avantages de l'action publique.

Indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP)

36. L'OCDE a élaboré une série d'indicateurs de réglementation des marchés de produits, tant au niveau des économies et qu'au niveau sectoriel. L'ensemble de ces indicateurs montrent dans quelle mesure le cadre de l'action publique favorise ou entrave la concurrence dans les domaines du marché de produits où la concurrence est viable.

ESP dans le cadre des politiques agricoles

37. Les gouvernements subventionnent l'agriculture sous la forme de transferts par le biais d'un large éventail de mesures. L'OCDE a élaboré une batterie d'indicateurs, notamment une **Estimation du soutien aux producteurs (ESP)**, spécialement conçue pour suivre et évaluer le volume et la composition de cette aide.

Indice de restriction des échanges dans les services

38. En complément de travaux antérieurs qui analysaient l'importance du commerce des services pour l'économie mondiale, l'OCDE a entrepris de mesurer les restrictions dans ce domaine par l'élaboration d'**indices de restriction des échanges dans les services (IRES)**. Sans informations fiables sur l'ampleur et la portée des obstacles au commerce des services, il n'est pas facile de fixer des objectifs prioritaires aux réformes des politiques des échanges et aux négociations commerciales, faute de pouvoir toujours procéder à des évaluations précises au départ. Le produit du projet d'IRES est une base de données très complète sur la réglementation. Elle devrait s'avérer riche d'informations à l'usage des décideurs, des responsables des négociations commerciales, des chercheurs et des sociétés de services. Dans cette base, des indices de restriction sur les services sont en cours d'élaboration pour chaque pays et chaque secteur.

D. Coordination et mise en place d'approches communes

Changement climatique

39. Le Groupe d'experts sur le changement climatique est un groupe d'experts des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il se réunit à l'OCDE pour étudier les questions d'analyse et mettre en commun les informations relatives à la CCNUCC et, en particulier, les questions liées aux engagements conventionnels et à la poursuite des négociations (concernant par exemple les échanges de droits d'émission et autres instruments de type marché).

Pêche

40. Les activités organisées à l'OCDE sous l'égide du Comité des pêcheries ont principalement porté sur la coordination des stratégies nationales face à certaines questions, par exemple la gestion des ressources naturelles dans ce secteur et les aides.